

M 04249 - 34 - F: 1,20 €



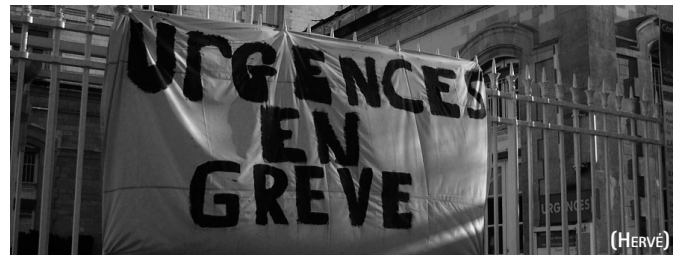
En **Corée du Sud**, des ouvriers de l'équipementier Valeo occupent leur usine depuis le début du mois de novembre.

INTERNATIONAL **PAGE 8**



La mobilisation citoyenne massive a permis d'annuler l'implantation d'un **circuit F1** à Flins-lès-Mureaux (Yvelines).

ACTU **PAGE 3**



La **loi Bachelot** est contestée par l'ensemble du personnel soignant. Tour d'horizon des hôpitaux en lutte.

CAMPAGNE EMPLOI **PAGE 5**

TOU est à nous!

10 DÉCEMBRE 2009 | N°34 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

SOMMET DE COPENHAGUE

SAUVONS LA PLANÈTE SORTONS DU CAPITALISME



édito

Par **Camille et Dominique Mezzi**

CONTESTATIONS

Le 49^e congrès de la CGT s'est ouvert dans un climat d'interrogations profondes. Ce mardi soir, seul le bilan d'activités a été débattu : le nombre des voix « contre » est passé, depuis le 48^e congrès, de 16,8% à 22,7%. Mais ces chiffres ne reflètent qu'imparfaitement le malaise. Bernard Thibault s'est efforcé de répondre aux interpellations. Il a voulu faire de la grève des 6000 sans-papiers le symbole d'une CGT de lutte et d'un premier « engagement » du congrès (lire page 12). Il a continué en revendiquant une organisation où les « opinions contradictoires ont droit de cité ». Mais la suite manquait totalement de perspectives. Plus de la moitié des interventions avaient une tonalité critique, soulignant un « décalage entre dirigeants et attentes sur le terrain ». La Haute-Loire a défendu la nécessité de revendications salariales générales (200 euros, comme en Guadeloupe). Jean-Pierre Delannoy, qui présente sa candidature en alternative à celle de Thibault, appelle la CGT à « sortir de la démarche institutionnelle » et à redevenir un outil de lutte, même si « la grève générale ne se décrète pas », elle se construit. Il est très applaudi lorsqu'il propose des objectifs d'action « clairs et précis : 300 euros, arrêt de tous les licenciements, retour aux 37,5 annuités, renationalisation des services publics ». Bien d'autres prises de parole reflètent des préoccupations convergentes, comme cette déléguée STX (Saint-Nazaire), s'inquiétant que la CGT « n'utilise pas le rapport des forces ». Elle est d'accord pour l'unité, mais « à condition de rendre publiques les propositions » de la CGT. Gérard (chimie), s'étonne que tout n'ait pas été fait pour la « jonction des luttes », ou que la CGT fasse la « fine bouche » lorsque les luttes contre les licenciements débouchent sur les primes. D'autres expriment l'exigence d'une « continuité du salaire et du contrat de travail », une façon « d'interdire les licenciements ». Jo (organismes sociaux) s'interroge sur la stratégie car « nous n'avons pas su nous donner une perspective globale ». Il demande une « résolution d'actualité » pour la défense des retraités. Et conclut : « Osons camarades ! » Le délégué des Molex soulève l'enthousiasme en évoquant leur lutte mais surtout en réclamant que la CGT tout entière s'engage dans la lutte contre les licenciements et pour la solidarité inconditionnelle avec ceux qui subissent la répression.

10 DÉCEMBRE, NPA, PANTIN. Réunion publique « Nos emplois, pas leurs profits », organisée par le comité NPA de Pantin. RV 20 heures, salle André Breton, 25 rue du Pré-Saint-Gervais, Pantin.

11 DÉCEMBRE, NPA, LONS-LE-SAUNIER. Réunion publique « Nos emplois, pas leurs profits ». RV 20h30, Maison commune, quartier de la Marjorie, rue des Gentianes.

12 DÉCEMBRE, CLIMAT, COPENHAGUE. Manifestation internationale pour le climat et la justice sociale.

12 DÉCEMBRE, CORÉE DU SUD, VALEO. Pour protester contre la fermeture de leur usine, une délégation de salariés sud-coréens de Valeo se rendra devant le siège du groupe pour entamer une grève de la faim. RV au 43 rue de Bayen, Paris 8^e.

14 DÉCEMBRE, NPA, ÉVREUX. Réunion-débat publique « Nos emplois, pas leurs profits » organisée par le comité NPA d'Évreux. Au programme : extraits du film *Argent public : prends l'oseille et tire-toi !*, débat avec des syndicalistes d'entreprises en lutte contre les licenciements. RV à 20h30, salle Jules Janin, Évreux.

15 DÉCEMBRE, LOUISE-MICHEL, MARSEILLE. Débat Marxisme et religions, animé par Samy Johsua. RV à 19 heures au Nomad Café, 11 Boulevard de Briançon, Marseille 3^e. M^o Bougainville.

15 DÉCEMBRE, LOUISE-MICHEL, PARIS. Réunion-débat sur le Mouvement des Sans terre au Brésil, avec Susanna Bleil. RV à 18h30, au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris Paris 20^e. M^o Ménilmontant ou Gambetta.

16 DÉCEMBRE, ÉDUCATION, PARIS. Débat *Rendre l'école aux enfants*, en présence de l'auteur Laurent Ott.

RV à 19h45 au CICP, 21ter, rue Voltaire, Paris 11^e.

17 DÉCEMBRE, LA BRÈCHE. Jean-Paul Gauthier signera son livre *Les extrêmes droites en France*. RV à 18 heures, Librairie La Brèche, 27 rue Taine Paris 12^e.

19 DÉCEMBRE, NPA AVEYRON. Les 6 heures du NPA, de 18 heures à minuit, salle Émile Zola, Combes. Meeting, concerts, performances, rencontre avec Omar Slaouti.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Xavier Montanyà (DR)

Propos recueillis par Christophe Goby

CHILI, L'EXIL AU BOUT DU TUNNEL

Le livre de Xavier Montanyà, *Les derniers exilés de Pinochet, édité chez Agone, revient sur l'attentat contre Augusto Pinochet. Le 7 septembre 1986, un commando du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), bombarde le cortège du dictateur chilien. Le livre retrace aussi l'incroyable évasion des membres de cette organisation. Entre ces deux événements, Montanyà, journaliste free lance, raconte le Chili de ces années-là. Rencontre avec l'auteur, l'éditeur à Agone Raphaël Monnard, et Carolina, Chilienne, de la génération 80.*

Pourquoi t'es-tu intéressé aux actions du FPMR ?
X.M : Au départ, ce devait être un documentaire. J'ai beaucoup travaillé la question de la mémoire, le pacte du silence qui est intervenu entre les franquistes et les autres en Espagne. Même aujourd'hui les recherches sur cette période sont difficiles. Nous n'avons accès à aucune archive. Il y a censure ou prohibition sur l'histoire, en particulier des hommes qui ont lutté contre le régime franquiste. Auparavant, j'ai réalisé un documentaire sur le *Winnipeg*, ce bateau de France Navigation et affrété en 1939 par le Parti communiste. J'ai rencontré alors une femme de ce bateau, accueillie par Neruda, et cette femme est la mère de Rafael Pascual, qui est dans le livre. C'est un militant communiste et instructeur en guérilla urbaine, formé à Cuba. Il a été arrêté en 1986, dans le cadre d'un trafic illicite d'armes pour la guérilla.

Quel est ton propos ?

X.M : Ce qui me semble important c'est la dénonciation de la « transition démocratique ». Entre l'Espagne et le Chili, il y a des similitudes, bien qu'au Chili, ils soient allés plus vite. Mais Pinochet est resté sénateur. D'autres rapprochements sont possibles entre les régimes : j'avais réalisé un documentaire sur deux anarchistes garrottés alors qu'ils étaient innocents, *Granados et Delgado, un crime légal*, où je montre leur innocence mais surtout le complot orchestré autour d'eux. Pinochet, après son attentat, a aussi construit une nouvelle histoire de cet attentat, qui a manqué vraiment de peu de chance pour réussir.

Que sont devenus les évadés du FPMR ?

R.M : Juan Carlos Cancino, qui faisait partie de la seconde vague, touche une pension accordée par la commission Valech², comme victime de guerre, mais s'il pose le pied à Santiago, il peut être remis en prison. Pour preuve de la solidarité de ces militants, l'un d'entre eux en circulant dans le tunnel sans avoir de certitude sur une possible sortie, est revenu chercher ses camarades pour les informer du bon tuyau.

X.M : Ils sont des milliers à ne pouvoir vivre au Chili.

Carolina : Pour vivre socialement là-bas, il faut un numéro d'immatriculation donné à la naissance.

Et depuis l'arrivée de Michelle Bachelet, il y a du neuf ?

X.M : Ce qu'on appelle la « transition démocratique », est un pacte contre ceux qui ont lutté contre le régime dictatorial. Les mécanismes de l'histoire se ressemblent dans des situations différentes. En Espagne, je connais des passeurs qui ont fait fuir des gens de la France à l'Espagne durant la Seconde Guerre mondiale et qui ont été arrêtés et ont fini dans des camps français.

Tu racontes cette grande évasion comme un roman policier, il y a un rythme haletant aussi quand tu racontes l'attentat.

X.M : Il faut une énergie extraordinaire pour creuser un tunnel durant un an et demi. Pensez que les prisonniers

de la cellule d'en face n'ont jamais rien su de ce projet. Ces hommes avaient suivi un entraînement à Cuba comme Rafael Pascual, au Salvador ou au Nicaragua. Ce sont des jeunes de 25 ans en moyenne, la génération 80 en somme. Ils appartiennent à des familles très impliquées, ce sont souvent des fils d'exilés espagnols. En ce qui concerne l'attentat, le porteur de la roquette qui devait pulvériser Pinochet aurait pu changer la donne. Augusto Pinochet était avec son petit-fils dans la voiture qui a zigzagué en arrière pour se dégager du traquenard. L'attentat raté a accéléré la venue du référendum, même si la répression a continué. L'explication technique c'est que le tireur posté dans le fossé était trop près de la voiture.

Vois-tu un rapport entre l'histoire du Movimiento Iberique de Liberacion auquel appartenait Jean-Marc Rouillon et le FPMR ?

X.M : Le premier mouvement se situe dans une stratégie d'attaque alors que le FPMR c'était de l'autodéfense. Ce qui est important c'est la dénonciation de la transition démocratique.

1. Winnipeg, Palabras de un exilio.
2. 215 dollars, inférieur au salaire moyen.
3. Rodrigo Garcia Pinochet est candidat aux élections législatives, qui auront lieu le 13 décembre.

interview en version longue sur
www.npa2009.org



XAVIER MONTANYÀ

Les derniers exilés de Pinochet

Des luttes clandestines à la transition démocratique



Paris, le 14 janvier 2007. Congrès de l'UMP. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

MASCARADE IDENTITAIRE ET ISLAMOPHOBIE

Au-delà de la manœuvre électorale, le « grand débat sur l'identité nationale » témoigne d'un racisme décomplexé, d'une xénophobie d'État, en phase avec l'idéologie de la « guerre des civilisations » et avec la violente attaque contre les acquis sociaux qui fondent la rupture sarkozyste.

Sur Europe 1, Éric Besson, ministre de la rafle et du drapeau, s'est félicité de « l'immense succès populaire » du débat sur Internet : 40000 contributions, dont seulement « 6 ou 7% de messages racistes ou xénophobes qui sont enlevés ».

Il défie quiconque « de trouver un mot, un soupir qui ne soit pas entièrement républicain ». Relevons ce défi. Parmi les contributions des internautes conservées, pas du tout racistes et très républicaines, l'un affirme qu'être français « c'est d'abord le respect de l'histoire de France, de nos rois, ne pas chasser Charles Martel de nos livres d'histoire, ne pas avoir honte des croisades, ne pas renier l'ère de la colonisation ». Un autre, plus républicain encore, ajoute qu'être français c'est aimer « la France de Clovis, des Celtes, ne pas nier ses origines [...] Savoir que la France n'est pas née de la révolution [...] ».

C'est nos châteaux et nos rois. C'est nos racines chrétiennes indéniables même si je défends la laïcité ». On pourrait en citer d'autres du même tonneau. Rien d'étonnant, car le « débat » est orienté pour stigmatiser l'étranger et le musulman. Dans sa circulaire aux préfets, Besson présente les personnes sans papiers comme « génératrices » de « délinquance ». Au fond, ce n'est pas seulement l'immigré qui est stigmatisé comme une menace contre la pureté française. C'est aussi, et peut-être surtout, ses enfants ou petits-enfants, ceux qui sont nés en France et ont toujours été français, mais qui sont plus souvent contrôlés au faciès et discriminés devant l'emploi, le logement... Et qui du coup sifflent la Marseillaise.

L'embarras de la droite, après le référendum suisse contre les minarets, en témoigne. Dominique Paillé, porte-parole adjoint de l'UMP, estime que les clochers des églises sont, eux, « un héritage historique »,

distinguant les « religions qui étaient là avant l'avènement de la République » et « celles qui sont arrivées après ». C'est au nom des « règles d'urbanisme » et de « nos us et coutumes » que Frédéric Lefebvre s'oppose aux minarets et à la burqa. Le prétexte des droits des femmes ne tient pas. Le combat féministe dénonce la burqa, non comme une insulte à « l'identité nationale », mais comme une prison ambulante. Si une loi venait à soustraire la burqa à notre vue, comme le souhaite la droite, elle conforterait l'enfermement familial, nullement la lutte contre toutes les formes d'oppression des femmes.

Pas question pour nous de participer à la mascarade du « débat ». Ce n'est pas à l'État de définir notre identité. Nos cultures, nos expériences sociales, nos itinéraires, nos vies, nos métissages, nous ont forgé des identités multiples. Aucune injonction à s'assimiler à un modèle dominant n'est acceptable. Nos valeurs

d'égalité, de fraternité n'ont rien de cocardier. Elles sont par essence universalistes. Boycottons les causeries piégées dans des préfectures où le racisme de comptoir a droit de cité. Les éruptions de Besson et du gouvernement reprennent le vieux cri de guerre de la droite nationaliste : dehors les métèques, juifs au début du siècle dernier, musulmans aujourd'hui. Ce « débat », c'est la libération du refoulé.

Des appels ont exprimé la condamnation de cette mascarade. Des historiens ont réclamé dans *Libération* la suppression du ministère de l'Identité nationale. Nous soutenons toutes ces initiatives. Mais c'est une vaste mobilisation antiraciste qui doit balayer la prétention gouvernementale de diviser le monde du travail et de nous dicter notre identité.

Emmanuel Sieglmann

1. Médiapart et *Le Monde* du 24 novembre

CIRCUIT F1 UNE VICTOIRE ÉCLATANTE!

Le projet de circuit de F1 à Flins-lès-Mureaux (Yvelines) a été abandonné, grâce à une mobilisation citoyenne massive.

LES MILLIERS d'opposants au circuit F1 poussent un grand ouf de soulagement, après leur longue et formidable détermination collective et imaginative. Out! Ce non-sens écologique, ses nuisances et ses dégâts insupportables en pleine crise écologique : destruction d'une zone verte et inondable (promise à un projet d'agriculture biologique), bruit infernal, mise en danger de la deuxième nappe phréatique d'Île-de-France, pollution accrue par une circulation routière et aéronautique, etc.

L'utilisation scandaleuse de l'argent public (215 millions d'euros) serait plus utile pour des emplois locaux et non précaires : construction et rénovation de logements, services publics de santé, d'enseignement, de transports collectifs, de formation et de recherche, développement de l'agriculture biologique, etc. Oui, écologie et emploi sont forcément liés!

Ce circuit était également un non-sens économique et social. Était-il prioritaire de favoriser un sport en perte de vitesse, symbole d'une idéologie élitiste de compétition, engageant des sommes faramineuses et confortant de plus l'évasion des gains dans un paradis fiscal? Les promesses de « retombées économiques » paraissent bien culottées quand, en 20 ans, l'emploi à Renault Flins et ses équipementiers s'est désagrégé (de 22000 à 3500 salariés), ainsi qu'à PSA Poissy, sans intervention du conseil général (CG) pour empêcher les délocalisations de production. L'actuel enrobage de la « Vallée de l'automobile », avec un objectif lointain de quelques centaines d'emplois par la voiture électrique ou hybride, ne doit pas non plus faire illusion...

Cumulant tous les inconvénients et divisant jusqu'au gouvernement, ce n'était pas la seule lubie mégalo de Pierre Bédier, président déchu du CG, soutenu par la quasi-totalité de celui-ci et même par des communes de « gauche »! Décidé sans concertation avec les habitants, le circuit était emblématique d'un projet de société que nous rejetons, révélateur des solutions factices soutenues par les tenants d'un système capitaliste mortifère dont la mécanique est enrayée. Le NPA, actif depuis le début dans ce combat transversal, salue la mobilisation remarquable et sans relâche de nombreux citoyens, associations et quelques rares élus et partis, au sein du collectif Flins sans F1¹. Prenant en charge leur avenir, refusant que des élites décident à leur place, ils les ont obligés à déchirer leur copie. Cette victoire sociale et écologique est aussi une victoire de la démocratie réelle, à mettre à l'actif des combats essentiels se développant inévitablement sur toute la planète. Ces combats de pots de terre gagnant contre le pot de fer redonnent la pêche et en appellent d'autres!

Le NPA continuera son engagement pour que cette victoire soit complète : pas de circuit F1 ni à Flins ni ailleurs, stop au bétonnage, développement concret de l'agriculture biologique en Val-de-Seine et en Île-de-France.

Fabienne Lauret, NPA Val-de-Seine

1. <http://collectif-sansf1.fr>

et aussi

GRIPPE A : RÉQUISITIONS. Faute d'embaucher en nombre suffisant des personnels soignants pour la vaccination massive contre la grippe A, l'État réquisitionne les étudiants médecins et infirmiers, ainsi que leurs formateurs. Les étudiants sont appelés, souvent du jour au lendemain, sans qu'ils puissent décider des horaires ni du lieu. À l'approche des examens, ces réquisitions perturbent leurs études, ajoutent plusieurs journées de travail par semaine, annulent des cours et des stages. Le matériel manque ainsi que parfois un point d'eau. Aucun contrôle des intervenants n'est réalisé, il suffit d'enfiler une blouse pour se mettre à vacciner! Un rassemblement de plus de 500 étudiants infirmiers a eu lieu devant le ministère de la Santé, le 4 décembre, à l'appel de l'intersyndicale CGT, SUD, FO, CFDT et CFTC, afin d'exiger que la participation des étudiants soit basée sur le volontariat et non les réquisitions. Le ministère n'a pas réquisitionné les labos, il les a même grassement payés (presque un milliard d'euros). Mais pour organiser la vaccination, il se sert d'une

main-d'œuvre gratuite (ou presque) qu'il ne ménage pas : deux poids deux mesures... Une coordination des étudiants mobilisés se réunira prochainement pour définir les suites de la mobilisation.

ZEMMOUR, LE MACHISTE CENSEUR. Comment ne pas rire, jaune, lorsque l'on lit que le « journaliste » Éric Zemmour a envoyé une sommation d'huissier exigeant la « cessation d'exploitation immédiate », rien que cela, du film *La Domination sexuelle*, de Patric Jean, sorti en salle le 25 novembre. Un extrait de ce film sur le machisme et la violence contre les femmes reprend des propos virils défendant « l'homme comme prédateur » de ce machiste revendiqué. Éric Zemmour semble avoir plus de mal à assumer ses déclarations sur grand écran que dans des émissions télévisées de variété de grande audience. Pour notre part, nous dirions plutôt que ses propos ont été contextualisés comme un exemple parfait et inadmissible de domination masculine.

IDENTITÉ NATIONALE : AUBAINE POUR L'EXTRÊME DROITE.

Le débat sur l'identité nationale, initié par Éric Besson, commence à diviser la droite. Certains, se sentant le vent en poupe, profitent de l'aubaine. Ainsi, le maire d'Orange (Vaucluse), Jacques Bompard (ex-FN, aujourd'hui au MPF de Philippe de Villiers), a pris un arrêté municipal interdisant « d'arborer dans les locaux de la mairie, ou aux abords immédiats de celle-ci, des drapeaux étrangers ou des signes d'appartenance nationale autres que ceux de la République française, lors de la célébration des mariages civils ». Les « identitaires », saluent « la volonté et le courage » de leur tête de liste « Ligue du Sud » en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Rappelons que le MPF est membre du Comité de liaison de la majorité présidentielle, piloté par le maire UMP de Marseille, Jean-Claude Gaudin. Continuera-t-on à prétendre qu'il est malveillant de dire que les initiatives gouvernementales remettent l'extrême droite en selle?



URBANISME LEUR GRAND PARIS ET LE NÔTRE

Le projet du Grand Paris prévoit de favoriser encore les quartiers d'affaires, en délaissant la population.

DEPUIS 2007, Sarkozy a lancé le projet du Grand Paris, autour de la consultation de dix grandes équipes d'architectes et de la nomination de Christian Blanc comme secrétaire d'État au développement de la Région capitale. Le projet de loi, élaboré par Balladur et voté par l'Assemblée le 1^{er} décembre, prévoit la création en 2014 d'un établissement public, le Grand Paris, sur le territoire de Paris et des départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Il comprend un projet de rocade de métro automatique, le Grand Huit, pour 20,5 milliards d'euros. Dans la pratique, derrière de grandes ambitions, le projet concerne surtout le développement d'infrastructures, de transport et de la création d'un pôle scientifique et technologique sur le plateau de Saclay.

Derrière ce projet, les objectifs sont clairs : «asseoir le statut de ville-monde» de Paris, «au travers de la mise en synergie de l'ensemble de ses potentiels».

Traduction : inscrire Paris dans la mondialisation capitaliste, directement en concurrence avec d'autres grandes villes. Sarkozy le dit : «Paris n'est pas que la capitale de la France. Elle est aussi la rivale de Londres, de New York, de Tokyo ou de Shanghai». D'où les objectifs véritables du Grand Paris : renforcer (ou créer) des zones dédiées au business, à la recherche et au développement et relier ces pôles entre eux et avec les aéroports et les gares. En d'autres termes, faciliter la vie de celui qui doit aller de La Défense à New York plutôt que de Clichy-sous-Bois à Montreuil. On est loin des besoins de la population. Sarkozy souhaite créer avec la Société du Grand Paris un nouvel échelon de pouvoir dans la région, dirigé surtout par des représentants de l'État. C'est la possibilité renforcée pour la droite de distribuer prébendes et positions lucratives. Même chose pour Saclay, destiné à être la «Silicon valley» à la française : son conseil d'administration ferait la part large aux patrons et à l'État.

Pour relier ces pôles entre eux, le Grand Huit est une rocade de métro automatique (moins de grèves) qui compterait peu de stations (40). Il ne s'agit pas de désenclaver les banlieues mais de favoriser les liaisons entre les pôles d'activités. On aurait donc des îlots d'activités et de services de haut niveau, dans lesquels des transports ultra-rapides, privatisés pour partie, déverseraient chaque matin des fournées de cadres (blancs?) dynamiques, et tout autour des territoires qui resteraient aussi enclavés.

Nous préconisons plutôt des transports de proximité, des liaisons inter-banlieues, une politique 100% publique, en lien avec les salariés des transports et les usagers. La Grande Région Île-de-France, plutôt que le Grand Paris, c'est aussi des logements, une politique écologique d'ampleur. Il faut diversifier les activités, pas seulement créer des emplois pour les cadres supérieurs. Enfin, l'objectif essentiel n'est pas de favoriser ceux qui ont déjà beaucoup, mais de rééquilibrer les inégalités entre territoires au sein d'une des régions les plus riches.

Sylvain Pattieu



Paris, le 10 novembre. Réunion unitaire au siège du PG. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

RÉGIONALES UN ÉTAT DE LA SITUATION

À quelques semaines du lancement de la campagne régionale, un premier état des lieux s'impose pour le NPA au lendemain de notre consultation nationale et à la veille d'un Conseil politique national le 13 décembre qui lancera la campagne nationale de notre parti.

L en l'absence d'un accord national satisfaisant les conditions politiques que nous avons posées, c'est désormais dans les régions que se discutent les listes et d'éventuels accords régionaux. Il est vrai que les dernières embardées de Jean-Luc Mélenchon qui désormais s'intéresse de près à Europe Écologie, montrent bien que, dans la gauche radicale, les problèmes ne sont pas des oppositions entre unitaires et sectaires, mais bien des choix d'orientation et de cohérence. Choix d'indépendance vis-à-vis de la gestion libérale menée par le PS. Cohérence dans les partenaires choisis : après avoir fait de la gauche du «non» aux traités constitutionnels l'alpha et l'oméga de sa politique, voilà le leader du Parti de gauche qui part draguer dans les eaux d'Europe Écologie.

Dans un contexte de crise économique et écologique, d'offensive globale du Medef et de la présidence Sarkozy, nous voulons faire de ces élections, en lien avec les

mobilisations, un moment de riposte. Sur le terrain même des offensives de la droite : l'emploi, la répartition des richesses, la lutte des sans-papiers, la relance des opérations guerrières en Afghanistan, le retour d'une offensive sécuritaire aux relents racistes. À mi-mandat présidentiel, ces élections régionales prendront incontestablement valeur de test national. Il s'agit dès lors pour nous de défendre des mesures marquant une rupture sociale et écologique afin que la crise ne soit pas payée par le plus grand nombre.

La gauche, comme on le sait, gère la plupart des régions. Ces élections auront valeur de bilan pour les majorités sortantes qui associent le plus souvent à une majorité d'élus socialistes, des communistes et des écologistes voire des élus du Parti de gauche. Le PS avait promis de faire des régions des espaces de résistance aux politiques de la droite. Avec le résultat que l'on connaît : subventions aux entreprises, aux lycées privés, privatisations.

C'est donc avec l'ambition d'un regroupement des forces

de la gauche radicale, en indépendance complète avec les politiques social-libérales, que le NPA a abordé nationale-ment, et maintenant régionale-ment, ces élections. Il y a aujourd'hui des accords unitaires en gestation dans deux des cinq régions où le PCF se présente directement avec le PS. En Bretagne, entre autres, le NPA, le PG et des forces du PCF du Morbihan, mettent en place un cadre commun pour aborder cette échéance. De la même façon, en Lorraine, des discussions entre le PG, le NPA, les Alternatifs et des militants antilibéraux locaux pourraient déboucher sur un accord politique. Des discussions se poursuivent dans cer-

taines régions, dont celle du Languedoc-Roussillon, un cas un peu à part lié à la personnalité de son président Georges Frêche. Dans beaucoup de régions, le processus de discussion qui s'est poursuivi a été interrompu unilatéralement par le PCF. Pour être complet, il faut également ajouter que les Alternatifs organisent une consultation nationale.

Il reviendra au Conseil politique national du NPA, dimanche 13 décembre, de définir, à partir de la consultation des militants du NPA, le profil et l'activité de notre parti.

Pierre-François Grand

RÉSULTATS DE LA CONSULTATION DES MEMBRES DU NPA

La consultation s'est achevée le dimanche 6 décembre. Près de 4500 militants s'y sont exprimés sur 8000 membres recensés à ce jour.

Trois positions dites A, B et C étaient soumises au vote. La position A a réuni 36,3% des suffrages exprimés, la position B 28,5% et la position C 31,5%.

Le Conseil politique national du 13 décembre définira à partir de ces résultats la position nationale du NPA qui sera présent dans toutes les régions soit par le biais de listes NPA ouvertes à des partenaires locaux, soit en soutien à des listes unitaires plus larges.

et aussi

HISTOIRE-GÉOGRAPHIE. Dans le cadre de la réforme du lycée, le gouvernement a décidé de supprimer l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les classes de terminale S. L'argument du gouvernement est qu'il faudrait spécialiser les jeunes en classe de terminale. Ainsi, aux «littéraires», on enseignerait l'histoire et la géographie et les «scientifiques» en seraient privés. On sait que cette séparation des lycéens entre prétendus littéraires, économistes, scientifiques et professionnels correspond dans la pratique beaucoup plus à une séparation sociale selon le niveau plutôt qu'à un libre choix en fonction des goûts des lycéens. Quelle que soit la terminale choisie, les jeunes sont aujourd'hui confrontés à l'angoisse du chômage à venir et à la nécessité d'avoir à «choisir» une filière. Le gouvernement a une vision purement utilitaire du lycée qui consiste à choisir les matières en fonction de leur utilité immédiate pour le patronat. C'est pour cela qu'il faut défendre, jusqu'au baccalauréat, un enseignement commun et généraliste.

UN NOUVEAU DÉPISTAGE POUR LE SIDA. Environ 36000 personnes séropositives ignorent leur statut sérologique. Malgré 5 millions de dépistages par an, un tiers des séropositifs sont dépistés à un stade avancé de l'infection (ce qui rend l'efficacité du traitement plus aléatoire). C'est suite à ce constat que l'association Aides a décidé de lancer une nouvelle campagne de dépistage rapide du sida, même si pour l'heure la loi française ne reconnaît pas le droit à des acteurs non médicaux de réaliser des tests de dépistage. Menée au départ par des volontaires de l'association, celle-ci a pour objectif de sensibiliser une grande partie de la population qui pourrait ignorer sa séropositivité. Ces nouveaux tests de dépistage permettent de savoir en une demi-heure si on est contaminé ou non, grâce au prélèvement de sang indolore au bout du doigt. Expérimenté par des bénévoles de l'association et un millier d'homosexuels, ces tests font l'objet d'un programme de recherche associé à un cadre de soutien et de prévention.

UN ANTI-IVG RÉCOMPENSÉ. Xavier Dousseau, militant anti-IVG, a été nommé par la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, directeur de l'Établissement public de santé mentale de la Marne. Xavier Dousseau s'est fait connaître, en 1995, comme directeur adjoint de l'hôpital de Valenciennes pour s'être enchaîné au bloc opératoire de son hôpital pour empêcher que des IVG y soient pratiquées. Suite à cette action de commando, il a été suspendu pendant deux ans et condamné par la justice. À l'heure où la consigne gouvernementale est de ratisser large l'électorat réactionnaire, Roselyne Bachelot, qui prétend défendre le droit à l'avortement, a pardonné et condamne le personnel hospitalier à être dirigé par ce catholique intégriste. Dans le même temps, l'application de sa loi sur l'hôpital conduit à restreindre les moyens consacrés à l'interruption de grossesse et à fermer des structures qui la pratiquent.

Nos emplois, pas leurs profits!

SANTÉ CONVERGENCE DES MOBILISATIONS

L'ensemble des catégories professionnelles de l'hôpital, y compris les médecins, dénoncent depuis des mois la logique de destruction de l'hôpital public de la loi Bachelot.

La loi Hôpital-Patients-Santé-Territoires, votée l'été dernier à l'initiative de Bachelot, avait déjà suscité, avant son adoption, une large mobilisation dans le personnel et chez les médecins. Cette loi a pour vocation, non de «promouvoir un système de santé plus efficace», mais de restreindre au maximum la place de l'hôpital public. Il s'agit de développer l'hospitalisation privée, passée dans la dernière décennie dans les mains de grands groupes dont l'appétit est aiguisé par la perspective de combler les vides créés sciemment dans l'hôpital public. La mise en place d'Agences régionales de santé (ARS) par la loi Bachelot donnera à leurs directeurs un pouvoir exorbitant, sans aucun contrôle démocratique, excluant presque complètement les médecins – sans parler des personnels non-médicaux! – des décisions stratégiques pour l'hôpital. C'est ce qui explique, maintenant que cette loi est définitivement adoptée, les mesures d'une brutalité exceptionnelle qui sont annoncées, et les mobilisations qui repartent pour défendre l'hôpital. En région parisienne, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (APHP) concrétise un plan de regroupement préparé de longue date, qui vise à la fois à supprimer des services qui feraient doublon et à supprimer 4 000 postes d'ici quatre ans. Cela se traduit par des attaques sur des services considérés comme marginaux par les gestionnaires, comme les centres IVG, mais aussi par la suppression de gros services, dans les deux cas sans considération pour le service rendu. Ainsi à Beaujon, à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), on vient d'annoncer que les urgences ne seraient plus ouvertes que le jour, et il

n'est guère difficile de deviner que ce n'est qu'une première étape pour un transfert total d'activité dans l'hôpital voisin Bichat, à Paris 18^e, dont les urgences sont déjà totalement saturées. Ici, pas de protestation du chef de service, Philippe Juvin. Celui-ci est en effet élu UMP au Parlement européen et s'est souvent illustré par ses propos en défense de Bachelot. Lorsqu'un homme est mort faute d'une place à l'hôpital, Juvin avait soutenu dans les médias que la cause n'était pas le manque de moyens mais un problème d'organisation du Samu... Les conditions de travail ne cessent de se dégrader dans tous les hôpitaux de France, alors les personnels réagissent. À Beaujon, une première manifestation a eu lieu le 27 novembre. Le personnel d'Ambroise-Paré (Boulogne-Billancourt) est en grève depuis le 23 novembre pour réclamer 120 postes supplémentaires. Les manifestations se multiplient à l'hôpital marin d'Hendaye (qui dépend de l'APHP), aux urgences de Tenon, à Bicêtre, à la maternité de Saint-Antoine, etc. Du côté des médecins, 700 d'entre eux menacent de démissionner de leurs responsabilités administratives et certains l'ont déjà fait. Bientôt, dans la plupart des hôpitaux de l'APHP, il n'y aura plus d'instances médico-administratives en état de fonctionner. Cependant, pour faire reculer le gouvernement et ceux qui appliquent cette politique (l'ex-ministre de la santé socialiste Claude Évin sera en charge de l'ARS en Île-de-France), il est clair que les luttes dispersées ont peu de poids, même si localement elles améliorent le rapport de forces. Des liens entre les actions commencent à se mettre en place: une initiative de l'intersyndicale de l'APHP



Le personnel en colère de Tenon a déposé le matériel cassé des urgences dans le couloir de la direction. (HERVÉ)

appelle à un rassemblement le 18 décembre au siège de celle-ci, avenue Victoria (Paris 4^e), avec un préavis de grève pour le même jour. Les militants du NPA, présents dans certaines de ces mobilisations, ne manqueront pas de chercher, avec les autres travailleurs des hôpitaux, à regrouper ces actions. Il est crucial de mettre en difficulté Bachelot et le gouvernement Sarkozy-Fillon, car tous les

sondages montrent à quel point la population est attachée aux hôpitaux publics, notamment lorsqu'ils rendent des services de proximité.

Philippe Rossignol

GSK ÉVREUX EMPOCHE ET LICENCIE. Le groupe pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK), réalise d'énormes profits (1,5 milliard d'euros au troisième trimestre 2009, en hausse de 30%). Son entreprise d'Évreux (Eure) a licencié cette année 700 salariés en CDI et plus de 600 salariés en intérim ou CDD. En novembre, un nouveau plan de plus de 50 licenciements a frappé les administratifs et de nombreux visiteurs médicaux. Pourtant, l'entreprise a touché, en 1999, 914 000 euros du conseil général (PS, PCF, PRG), un million du conseil régional (PS, PCF, Verts) et 304 000 euros de la ville (PS, PCF, PRG). Dernier cadeau en date, après l'annonce des licenciements, un terrain de 6 000 m² lui a été vendu 40 centimes le m². La gauche plurielle distribue ainsi l'argent public à des entreprises qui font du profit et licencient. Le comité NPA d'Évreux, qui diffuse un tract sur l'entreprise, se bat pour la restitution de toutes les aides publiques. Sa pétition a obtenu 350 signatures en deux semaines. Il organise une réunion publique à Évreux (lire page 2), le 14 décembre.

VICTOIRE À CADARACHE. Au Centre d'études nucléaires de Cadarache (Bouches-du-Rhône) – là où l'on a «découvert» 22 kg de plutonium –, la direction a tenté, lors d'un renouvellement de marché, d'imposer des horaires décalés aux entreprises de nettoyage (6h30-8h et 16h-20h). À tous les problèmes de vie familiale posés par ces horaires, s'ajoutait la question des transports car il n'y a pas de transport en commun pour aller à Cadarache, à part les bus du CEA. Les salariés du nettoyage auraient donc dû prendre leurs véhicules, entraînant des frais supplémentaires, de la pollution et des risques (les accidents de trajet sont la première cause d'accidents de travail). La mobilisation a été exemplaire. Trois manifestations sur le centre, un appel à la solidarité des autres salariés avec signature d'une pétition (2 500 signatures), une grève et le dépôt d'une motion par la CGT au CE du CEA. La direction a dû renoncer, il n'y aura pas d'horaires décalés.

De l'argent, il y en a!

Le cabinet privé Lexisnexis a contribué à la rédaction d'une proposition de loi du député UMP Jean-Luc Warsmann sur la simplification du droit. Ce petit travail a coûté 84 000 euros. Au lieu de supprimer des emplois et réduire les dépenses de fonctionnement des services publics, le gouvernement pourrait faire des économies en réduisant les dépenses de l'Élysée, les salaires des ministres et députés ainsi que les petits «coups de mains» à leurs amis du privé.

EUROSTAMP GRÈVE COMBATIVE ET EFFICACE

IL N'AURA fallu que cinq jours aux salariés d'Eurostamp, un sous-traitant automobile qui emploie 480 travailleurs à Villers-la-Montagne, près de Longwy (Meurthe-et-Moselle), pour faire plier leur direction. Lundi 30 novembre à l'aube, ils déclenchaient une grève illimitée, après de longues semaines de tension avec la direction, à propos du plan de licenciement annoncé.

Au premier jour de la grève, la direction campait sur ses positions: 107 licenciements avec une indemnité extra-légale de 800 euros par année d'ancienneté. La grève a été déclenchée par la base et conduite activement, avec une présence massive aux portes de l'usine, jour et nuit, malgré le froid, la pluie, les provocations et les intimidations patronales: coupure d'électricité du réfectoire, interdiction des toilettes, assignation au tribunal pour 14 des 400 grévistes...

Après cinq jours de blocage complet de l'entreprise et d'actions symboliques dans la région, les travailleurs ont fait plier leurs patrons. La direction, poussée par Renault (son principal client) qui ne supportait pas le blocage de son fournisseur, a proposé une indemnisation de 1 600 euros par année d'ancienneté pour tous les travailleurs licenciés, dont le nombre a également été réduit à 94. Les travailleurs réunis en assemblée générale ont accepté ces propositions.

Par leur action, les travailleurs ont prouvé que la lutte paye lorsqu'elle est menée de manière résolue et combative. Le fait que la direction soit obligée de doubler la mise après cinq jours seulement de grève prouve que les travailleurs ont un pouvoir important entre les mains. Ce combat montre également que la grève est un outil irremplaçable et doit être placée au centre de la stratégie. La voie judiciaire, proposée en première instance par les syndicats pour contester le plan social, est de toute façon hasardeuse et risque l'échec s'il n'y a pas une forte pression à la base.

La victoire des salariés d'Eurostamp est de nature à donner confiance et courage à ceux qui sont confrontés à des plans de licenciements ou des fermetures. Le redémarrage (même timide) observé dans certains secteurs constitue une formidable invitation à la lutte. En effet, même s'ils sont en train de licencier, les patrons ont plus que jamais besoin de leurs salariés pour honorer des carnets de commandes un peu plus fournis qu'il y a quelques mois. Dans ce contexte, un arrêt de la production peut les acculer rapidement à faire des concessions. Mais pour obtenir davantage que des indemnités et pour arriver à stopper les licenciements, les luttes isolées, même combatives, ne seront pas suffisantes. Il faudra les faire converger au moins au niveau sectoriel pour faire plier plus largement le patronat. Le NPA met constamment en avant cette nécessité de convergence et participe à sa construction chaque fois que c'est possible. Bien entendu, c'est d'abord aux travailleurs et à leurs syndicats de l'organiser, comme lors de l'initiative des New Fabris il y a peu.

Le Comité NPA Longwy-Luxembourg, présent depuis plusieurs mois devant Eurostamp, continuera de soutenir pleinement les salariés afin d'empêcher toute nouvelle tentative de leur faire payer la crise.

Correspondants NPA Longwy



URGENCE CLIMATIQUE JUSTICE SOCIALE

Du 7 au 18 décembre, se tient à Copenhague la conférence des Nations unies contre le réchauffement climatique dont le but est de déterminer des objectifs et des solutions internationales. Il est d'ores et déjà entendu que ce sommet, loin de « sauver la planète », aboutira à un échec supplémentaire, avec des résultats comparables à ceux de Rio en 1992, de Kyoto en 1996, et des suivants: promesses non tenues, objectifs non atteints, et de toute façon, ambitions insuffisantes.

Alors que tous les signaux d'un échec de Copenhague sont devant nos yeux, les chefs d'État jouent leurs partitions chacun de leur côté. Obama désormais s'engage: il annonce finalement qu'il assistera à la clôture du sommet et fixe des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour les États-Unis: 17% en 2020, puis 30% en 2025 et 42% en 2030 par rapport aux niveaux de 2005. Or, tous les objectifs fixés par le GIEC sont basés sur l'année 1990; l'objectif d'Obama par rapport à 1990 n'est en réalité que de 4%, bien loin des 25 à 40% préconisés par le GIEC. Le Parlement européen vient d'adopter un texte, avec l'aval de la plupart des députés d'Europe Écologie, qui classe le nucléaire parmi les énergies à même de répondre à la crise climatique et qui souhaite une extension de la finance carbone. Quant à Sarkozy, il s'agit, mais ses négociations avec Lula n'aboutissent à rien de précis, seulement des intentions de bonne volonté, à l'image sans doute de la déclaration finale du sommet de Copenhague. Mais en Inde, il cherche à placer quelques réacteurs nucléaires. Les dirigeants indiens ont prévenu quant à eux qu'ils ne feraient rien tant que les pays du Nord n'auront pas réduit leurs émissions de 40%, position que l'on peut comprendre, mais qui semble surtout servir de prétexte pour ne rien faire, compte tenu de l'immobilisme des puissances industrielles. L'incapacité des États à conjurer les périls nécessite de vastes mobilisations des peuples qui ne veulent pas subir les conséquences de cette incurie.

MARCHANDISATION DU CLIMAT

Confrontés à une des plus graves crises écologiques de l'histoire de l'humanité, les puissants, totalement acquis aux dogmes libéraux et aux sirènes du marché, vont encore une fois tenter de nous imposer des mécanismes marchands pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. C'est donc l'atmosphère qui va cette fois être privatisée! Les industriels des pays riches s'en frottent déjà les mains... Eux qui ont réussi à s'enrichir par milliards grâce aux quotas d'émission mis en place après la ratification du Protocole de Kyoto, voient arriver avec gourmandise le prochain accord

international et l'extension du marché du carbone à de nouveaux secteurs (les forêts, le nucléaire, le « charbon propre ») et de nouveaux pays.

Le capitalisme est le responsable de la crise que nous connaissons aujourd'hui. Nous ne pouvons donc rien attendre de ses fausses solutions. Elles ne sont qu'une fuite en avant, elles ne permettent pas de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, elles aggravent les inégalités, et finalement elles nous font perdre un temps précieux dans la nécessaire lutte pour la sauvegarde du climat.

ILLUSION TECHNOLOGIQUE

On assure que la science trouvera une solution au réchauffement comme aux déchets radioactifs. Le nucléaire est donné pour une énergie « propre », alors que les déchets sont une grave source de contamination. Les agrocarburants ont pour principal effet d'augmenter l'utilisation de pesticides et la déforestation et de remplir les réservoirs des riches avec la nourriture des pauvres. L'exploitation des sables bitumineux (pétrole), met en œuvre des procédés complexes, pollue d'immenses quantités d'eau et consomme plus d'énergie qu'ils n'en produisent. La séquestration du carbone en sous-sol aboutirait à creuser sous nos pieds un

monde souterrain, et pour quel résultat, puisque les capacités de stockage resteront nécessairement limitées alors que la fringale de pétrole, elle, semble insatiable?

Sans parler des trouvailles plus ou moins farfelues: couvrir le ciel de miroirs ou de parasols pour renvoyer la chaleur vers l'univers, jeter de la limaille de fer dans les océans ou du soufre dans l'espace pour piéger le carbone, qui laissent croire que la solution est d'abord une affaire technique. Une alternative énergétique ne peut au contraire passer que par une diminution radicale de l'énergie consommée et produite, en premier lieu dans les pays industrialisés.

PLAN D'URGENCE

Face aux fausses solutions avancées par les puissants, nous devons porter un programme d'urgence sociale et écologique qui marque une rupture avec le système capitaliste et cherche à répondre aux besoins sociaux élémentaires de la population.

Les choix opérés pour les transports, l'agriculture, le logement ou l'énergie, nous engagent pour des dizaines d'années. C'est donc dès aujourd'hui que ces ruptures sont à effectuer.

Par exemple, dans le secteur du bâtiment, il s'agit de répondre à la grave crise du logement en lançant la construction de milliers de logements sociaux dans les centre-ville, ce qui diminuerait les

déplacements en voiture, pour les ménages. Leur conception écologique permettrait d'éviter de lourdes factures de chauffage. Un tel plan mettrait en œuvre un grand chantier de réhabilitation des logements existants pour diminuer drastiquement leurs consommations de chauffage et développer les énergies renouvelables (solaire, biomasse...).

Mais pour être exécuté de manière juste et efficace, ce plan doit être pris en charge par la collectivité et financé par les profits des groupes énergétiques. Un grand service public du logement serait créé afin de mener à bien ce projet à la fois social et écologique.

ALTERNATIVE SOLAIRE

Le développement des énergies renouvelables est un mot d'ordre aujourd'hui défendu par tous les pays et toutes les grandes entreprises, y compris les plus irresponsables sur le plan écologique. On entend notamment des discours plein d'emphase sur la conversion de nos sociétés à l'énergie solaire qui se basent sur une réalité: l'énergie solaire est abondante, disponible dans toutes les régions du monde et largement suffisante pour couvrir l'intégralité des besoins de l'humanité (le rayonnement solaire arrivant sur Terre en un an représente 3000 fois nos consommations d'énergie). Mais ne nous y trompons pas, leur solaire n'est pas le nôtre! Les grandes puissances capitalistes cherchent aujourd'hui à s'accaparer une ressource qui, par nature, pouvait sembler difficilement appropriable. C'est pourquoi les projets soutenus par les grandes entreprises sont aujourd'hui pharaoniques. Un seul exemple, le projet Desertec lancé par un consortium allemand, consiste à installer dans le désert du Sahara d'immenses usines de production d'électricité, qui serait acheminée vers l'Europe. Un projet purement pro-

ductiviste avec un arrière-goût nauséabond de colonialisme... Le solaire est effectivement la principale alternative renouvelable aux énergies fossiles et de son développement massif dépendra notre capacité à limiter la catastrophe climatique. Mais pour allier réponse à la crise écologique et justice sociale, il faudra penser le développement du solaire de manière très différente. Tout d'abord, l'énergie solaire ne peut pas être le joker technologique nous permettant de poursuivre notre fuite en avant. La réduction drastique des consommations énergétiques est un préalable indispensable à un développement efficace du solaire. Ensuite, pour être maîtrisée et contrôlée par les usagers, cette source d'énergie doit être décentralisée. Cela signifie qu'il faut en finir avec la conception ultra-centralisée de notre système énergétique. Enfin, pour garantir une solidarité Nord/Sud, les technologies solaires doivent être transférées gratuitement, en dehors de toute notion de brevet, aux pays les moins développés afin de leur permettre un accès à l'énergie et de leur garantir un droit au développement.

iments

CLIMATIQUE SOCIALE

CET HIVER CHAUFFEZ-VOUS AU TRADEZ



DROITS DES SALARIÉS

Répondre réellement à la crise climatique implique une transformation des modes de production et donc du système industriel. Il faut dire clairement qu'à terme, des industries devront fermer. Mais cela n'implique pas que les salariés de ces entreprises seront mis au chômage. Bien au contraire, un tel processus s'appuierait sur les choix et les savoir-faire des salariés, en leur garantissant leur statut, leurs salaires et un droit à la for-

mation rémunérée. Pour aller plus loin, des politiques capables d'imposer de nouveaux droits face au patronat, permettront également de repenser le travail en lui-même: réduction massive du temps de travail, pour ne pas perdre sa vie à la gagner, organisation collective du travail, articulation entre choix politiques pour la production et organisation du travail au sein des entreprises...

SERVICES PUBLICS

Afin de transformer les modes de production et de consommation, et de répondre aux besoins sociaux et environnementaux, il est nécessaire d'ôter des mains du privé et de la loi de la concurrence les principaux secteurs économiques. En effet, la logique de la concurrence empêche toute planification démocratiquement définie et il s'agit d'assurer dans le même temps la transition énergétique, et les réponses aux besoins et droits des salariés, toutes choses incompatibles avec la marchandisation promue par les entreprises privées. En matière énergétique, il faut donc s'orienter vers la nationalisation des grands groupes du secteur. Mais créer une nouvelle entreprise publique ne suffira pas, l'histoire d'EDF le prouve. Un nouveau service public de l'énergie devra être décentralisé afin de rapprocher les centres de production de ceux de consommation, et remplir des tâches à la fois d'économies d'énergie, et de développement massif des

énergies propres, donc sans nucléaire. Même raisonnement pour le transport. Pour les passagers, la gratuité, dans un premier temps des transports de proximité, permettrait de repenser l'usage de la voiture individuelle à condition que les transports en commun se développent et soient en mesure de remplacer pratiquement le transport individuel. Pour les marchandises, plutôt que de fermer les gares et de construire des autoroutes, un service public du rail et des voies d'eau organiserait un maillage dense du territoire, le développement du fret-ferroutage et l'interdiction des transports longue distance de marchandises par la route. Ce qui implique d'autres transformations, orientées par une relocalisation de la production, une réorganisation du territoire permettant de rapprocher lieux de travail et d'habitat, transformation et distribution alimentaire...

S'il est nécessaire

de saisir les enjeux précis des négociations en cours, en particulier pour dénoncer la montée en force des mécanismes marchands et de la finance carbone, la question climatique ne peut se résumer à un jeu entre États et multinationales. L'écologie anticapitaliste doit être à même de fournir les pistes d'un changement global de société. En effet la crise climatique n'est pas un moment passager, elle impose donc de transformer radicalement l'économie et la répartition des richesses, mais également la façon de produire ainsi que les choix énergétiques.

« Dé-carboner » l'économie impose une baisse drastique de la consommation énergétique et ne peut se faire au détriment des besoins sociaux ni des droits des peuples et des salariés. Il importe alors de remettre en centre du jeu la démocratie jusqu'au bout: qui décide de ce qu'il faut produire, comment, pour répondre à quels besoins, en fonction de quels impératifs et de quelle organisation du travail? Mais également, comment doit-on se chauffer, se transporter, organiser les territoires... Toutes questions qui aujourd'hui sont laissées aux mains de quelques dirigeants, d'États ou d'entreprises, qu'il faut se réapproprié collectivement. L'année 2009 a vu l'émergence d'un mouvement mondial pour l'urgence climatique et la justice sociale, encore fragile et disparate. Il doit dès à présent se consolider et se structurer dans la durée. Car si le réchauffement climatique est déjà là, ses conséquences les plus graves sont encore devant nous. La manifestation internationale de Copenhague le 12 décembre est un premier pas pour exprimer la réalité de ce mouvement à la face des grands de ce monde. Après Copenhague, tout restera à faire, tous et toutes ensemble.

POUR ALLER PLUS LOIN...



LE DOSSIER DE TOUT EST À NOUS LA REVUE N°5 consacré aux Enjeux de Copenhague. Une nouvelle brochure sur l'écologie est également parue. Pour passer commande, une seule adresse: 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Envoyez un chèque à l'ordre de NSPAC d'un montant de quatre euros pour la revue et de deux euros pour la brochure.



LA BOMBE AFGHANE

Les troupes de l'Otan continuent la fuite en avant en Afghanistan.

L'ORIENTATION officielle du gouvernement français en ce qui concerne l'Afghanistan est celle de « l'afghanisation », c'est-à-dire le passage progressif du pouvoir à des forces afghanes qui seraient bien sûr fidèles aux exigences des puissances occidentales. Cette voie est pourtant un échec complet. Alors que la farce électorale de cet automne a fait perdre toute crédibilité à Hamid Karzaï, un rapport de l'ONU publié en octobre affirme que « 60 % des députés afghans sont liés à des personnes ayant un intérêt dans le trafic d'opium ». La résistance afghane, composée d'une multitude de groupes, aurait désormais une présence active sur 80% du territoire contre 54%, il y a deux ans, tandis que des zones entières sont, de fait, administrées directement par des forces opposées à l'occupation.

C'est l'impasse de cette voie qui a motivé la décision d'Obama (prix Nobel de la paix !) d'augmenter massivement les troupes d'occupation. Avec près de 40 000 soldats supplémentaires, les troupes d'occupation auront doublé depuis l'arrivée d'Obama à la tête de l'administration US. Sarkozy a qualifié cette décision de « courageuse et lucide ». On passera sur le courage qu'il y a à expédier des troupes sur-armées massacrer des populations, car en la matière, le gouvernement français a battu des records en renvoyant des réfugiés afghans dans leur pays. Mais lucide? Alors que cette période a déjà été la plus meurtrière depuis le début de l'occupation à la fois pour la population afghane et pour les troupes d'occupation, un des objectifs des nouvelles troupes, le sud-ouest de l'Afghanistan, risque d'amplifier la propagation du conflit au Pakistan.

Il y a quelques semaines, tout le monde célébrait la chute du Mur de Berlin, en occultant justement le rôle que joua l'Afghanistan. Il aurait été gênant de faire remarquer que la défaite des troupes russes face à la résistance afghane, forcées de se retirer d'un pays qu'elles ont occupé pendant dix ans (1979-1989), a joué un rôle dans l'écroulement de l'empire soviétique. Incapable de contrôler le pays en s'appuyant sur ses alliés afghans, le régime avait adopté la même stratégie qu'Obama en augmentant massivement ses troupes et le caractère militaire de son intervention.

L'Afghanistan est en train de devenir une véritable bombe pour les puissances de l'Otan, dont la France. Un sondage réalisé les 3 et 4 décembre pour *Sud-Ouest Dimanche* révèle que 82% des sondés sont opposés à l'envoi de troupes françaises supplémentaires en Afghanistan. La question afghane s'était invitée dans la campagne électorale de cet automne en Allemagne contribuant à la percée de la gauche radicale.

Il faut faire descendre les sondages dans la rue, construire un mouvement de mobilisations pour imposer le retrait des troupes d'occupation d'Afghanistan. Pour rouvrir la possibilité d'un avenir à la population afghane et parce qu'un tel mouvement serait susceptible d'ouvrir une crise politique majeure pour Sarkozy à rebours des thématiques de l'identité nationale.

Denis Godard

VALEO CORÉE 188 LICENCIEMENTS

Une délégation d'ouvriers coréens devraient se rendre au siège de Valeo pour protester contre les licenciements effectués dans la filiale coréenne de l'équipementier.



Corée du Sud, les ouvriers de Valeo occupent l'usine depuis le mois de novembre (DR)

Le syndicat des ouvriers métallurgistes de Valeo Corée a décidé d'envoyer une délégation de lutte en France, au siège de la compagnie Valeo afin d'y faire connaître ses revendications : l'annulation des licenciements des ouvriers, la reconnaissance du syndicat des ouvriers métallurgistes et la réouverture de l'usine. L'histoire commence en 2005, quand le groupe Valeo a acheté une usine sud-coréenne de compresseurs dans la province du Chungnam. À l'époque, les salariés se sont réjouis de l'arrivée de capitaux venant d'un pays développé et qui devait permettre à l'entreprise de développer son activité. Mais à plusieurs reprises, la multinationale française a violé les accords préexistants avec le syndicat et a vendu le terrain de l'usine Valeo Corée, sans jamais réinvestir ces profits dans l'équipement de la filiale coréenne. En 2007, la nomination de

M. Kim à la tête de l'entreprise a marqué la fin d'une direction normale de l'entreprise (diminution des activités marketing, réquisition de 3% des ventes brutes chaque année que Valeo s'octroyait comme « commission », non reconnaissance du syndicat). Sous couvert de restructurer et de diminuer les frais de personnels, 60 salariés ont été licenciés en juin 2009 et le salaire des employés avait diminué de 20%. En septembre, ce sont 90 salariés qui ont été à leur tour licenciés et les salaires des employés diminués de 40%. Entre le 20 octobre et le 30 novembre, 48 salariés ont été mis à la retraite. Le 26 octobre 2009, alors qu'ils travaillaient comme de coutume à l'usine, les salariés restant recevaient chez eux un courrier par Chronopost annonçant leur licenciement à compter du 1^{er} décembre. L'expéditeur n'était pas précisé et la lettre n'était pas nominative. Le syndicat et les salariés ont immédiatement voulu demander des explica-

tions à la direction mais celle-ci avait quitté l'usine, considérant que son travail était terminé, une fois les lettres envoyées.

Du 23 au 27 novembre, une délégation du syndicat des métallurgistes de Valeo-Corée s'est rendue au Japon où vit Michel Serre, le responsable de cette liquidation, qui a été promu vice-président de la filiale compresseur de Valeo Thermal System au Japon, une fois sa tâche en Corée achevée. Cette promotion irait de pair avec un plan de licenciement de 80 personnes dans une usine japonaise comptant 187 salariés. Michel Serre a répondu aux ouvriers coréens que la liquidation de l'usine était due à la crise économique et que dans cette conjoncture peu favorable, chacun devait faire des sacrifices. Les ouvriers japonais ont montré leur soutien et leur solidarité avec les ouvriers coréens, victimes comme eux de la restructuration de la multinationale française. Depuis le début du

mois de novembre, les ouvriers de Valeo-Corée occupent leur usine dans des conditions météorologiques et financières difficiles. Ils sont, en outre, menacés de poursuite par la direction pour occupation illégale du site.

La plupart des ouvriers de l'usine y ont passé toute leur vie active et nombre d'entre eux étaient proches de la retraite. La loi coréenne ne prévoit aucune protection sociale dans cette situation, c'est pourquoi les Coréens disent souvent que « le licenciement est un homicide ».

Les ouvriers de l'usine Valeo-Corée espèrent le soutien des travailleurs en France et leur solidarité face à la loi du profit qui les met aujourd'hui à la rue, sans logement et sans ressources.

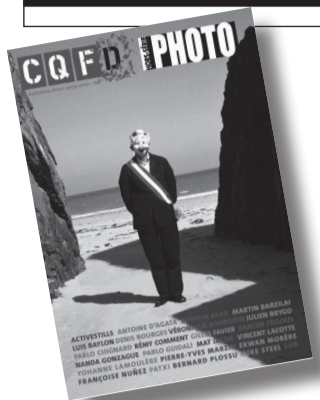
Valeo Compressor Korea Local of Chungnam Regional Branch of Korean Metal Workers' Union (KMWU-KCTU)

et aussi

GRÈCE : LA JEUNESSE TOUJOURS EN COLÈRE. Des manifestations ont eu lieu, les 6 et 7 décembre, dans les grandes villes de Grèce en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, 15 ans, assassiné il y a un an par un policier dans le centre d'Athènes. Ce meurtre avait déclenché un mouvement d'émeutes de la jeunesse qui n'a pu déboucher faute d'auto-organisation et de volonté des organisations ouvrières majoritaires de s'opposer frontalement à la droite. Un an après, le Pasok est au pouvoir et rien n'a changé. Le procès du policier va être organisé loin d'Athènes, la police parade et les seules perspectives des jeunes restent le chômage et les salaires de misère. Cela explique le caractère combatif des manifestants, un peu partout dans le pays. À Athènes, malgré les intimidations et les arrestations « préventives », 10 000 personnes étaient dans la rue, avec une présence de la gauche radicale dont de très gros cortèges d'Antarsya et de Syriza. D'autres initiatives devraient permettre à la jeunesse d'avancer dans l'organisation et les revendications.

ITALIE : VIOLET DE COLÈRE. Le *No Berlusconi Day* a rassemblé, samedi 5 décembre, à Rome, 400 000 manifestants, réclamant la démission de Silvio Berlusconi. Cette énorme manifestation était organisée par des réseaux sociaux du web et n'était pas appelée par les partis de l'opposition parlementaire. La couleur choisie par les organisateurs, le violet (« seule couleur laissée libre »), traduit une certaine méfiance pour le rouge des organisations ouvrières. Les mots d'ordre portaient uniquement sur les valeurs démocratiques, les problèmes judiciaires de Berlusconi et ses rapports avec la mafia. Très peu de cortèges affichaient des mots d'ordre sociaux ou de défense des immigrés. Cette manifestation est malgré tout un succès encourageant. À l'heure où 30% des Italiens disent ne pas pouvoir joindre les deux bouts, il faut, pour gagner, faire la jonction entre les questions démocratiques et sociales, centraliser les conflits sociaux en cours, combattre les pratiques de Berlusconi mais surtout sa politique.

MORALES TRIOMPHE EN BOLIVIE. Aux élections générales du dimanche 6 décembre (députés, sénateurs et président), le parti du candidat Evo Morales, le Mouvement vers le Socialisme (MAS), a remporté une victoire sans précédent dans l'histoire de la jeune démocratie bolivienne. Avec plus de 63%, Morales est réélu, son parti obtient les deux tiers des sièges au Parlement et consolide sa présence dans les régions amazoniennes qui lui sont traditionnellement opposées (plus de 37% à Santa Cruz, le bastion de l'opposition). Le candidat-phare de l'opposition, Manfred Reyes Villa, n'obtient que 24%, Samuel Doria Medina, l'un des hommes les plus riches du pays obtient 6%. Avec une opposition toujours en proie à la division, une majorité pour le MAS au Parlement et au Sénat, il n'existe plus d'obstacles pour que le gouvernement mette en œuvre les réformes structurelles promises au peuple bolivien, dans les domaines économiques et sociaux notamment.



PHOTOS
CQFD HORS SÉRIE PHOTO/
6 EUROS

Quand l'équipe de CQFD réalise un numéro spécial photo, on est loin des unes gore trash et agressives du journal marseillais qui a la dent dure contre le capitalisme et donne des solutions marginales pour échapper au travail. Là c'est du lourd avec des grands noms de la photographie : Antoine d'Agata, des outsiders de la pellicule sociale comme Patxi qui sort un livre sur les portraits de la guerre d'Espagne, ou Yohanne Lamoulère qui travaille de concert avec Jean-Bernard Pouy pour les textes. Les collectifs ne sont pas en reste, celui de Sub propose des clichés ébouriffants de l'Argentine, et Active Stills des images accusatrices d'Israël. On cherche ce qui réunit ses photographes dans cet album : j'avoue, on ne trouve pas. Mais c'est beau comme une révolution zapatiste au 1^{er} janvier.

Christophe Goby



BD
MON ANNÉE, PRINTEMPS,
TOME 1/Morvan, Taniguchi/
DARGAUD/13,50 EUROS.

Cet album est le fruit d'une collaboration entre Taniguchi, grand auteur de mangas japonais, et Morvan, scénariste français. Le graphisme est japonais, avec les dessins tout en finesse et en humanité de Taniguchi, mais l'histoire se passe en France. Capucine, petite fille trisomique de huit ans vit avec ses parents, qui tiennent à ce qu'elle suive aussi longtemps que possible une scolarité avec des enfants non-trisomiques. Ils sont confrontés à l'inadaptation de l'Éducation nationale qui, faute de personnels suffisants et qualifiés leur demande de la placer dans un établissement spécialisé. Elle perçoit les tensions engendrées par cette situation entre ses parents, d'autant que son père est attiré par la psychomotricienne qui s'occupe d'elle. Un récit sensible mais sans pathos, sur un thème peu abordé en BD.

Sylvain Pattieu



MUSIQUE
BLACK SUMMER'S NIGHT/
Maxwell/COLUMBIA

Prostré dans la perpétuelle attente du retour de D'angelo, il faut bien se mettre quelque chose de consistant sous la dent, enfin pour ceux qui aiment se gaver de sucrerie soul. Maxwell ne semble pas la pire des positions de repli. Son dernier album, et surtout les prestations scéniques qu'il a livrées un peu partout, semblent en effet le parfait complément de la nostalgie vindicative d'un Raphael Saadiq. Si certains morceaux sonnent en demi-teintes, trop pop, des réussites ciselées comme le très Marvinien (au sens de Marvin Gaye période *Let's get it on*), *Cold*, ou le Robinsonien (à la Smokey Robinsons époque *Crusin*) *Playing Possum* démontrent la prestance inconstable du bonhomme dans le registre de la balade, cette capacité à pleurer de la voix, sans être pleurnichard. L'une des qualités qui manqua toujours au rock et qui fait tellement défaut au hip-hop.

King Martov



THÉÂTRE
LES AVENTURES
EXTRAORDINAIRES DU
BARON DE MÜNCHHAUSEN/
Compagnie Joker

La compagnie Joker a su retranscrire l'univers fascinant du baron mythomane avec peu de moyens mais une créativité surprenante et fascinante. Les comédiens jouent de multiples rôles pour illustrer les aventures fantasques du baron. Ils viennent vous chercher au bar, vous font asseoir, tout cela dans une langue imaginaire aux consonances italiennes, sorte d'espéranto rabelaisien, avant de sortir d'une simple charrette tous les accessoires et les décors. La magie est partout, autant dans les récits hilarants du baron que dans la mise en scène et le décor stupéfiant aux ressources inépuisables. Courez à la Cartoucherie¹ passer un moment savoureux et poétique, les enfants seront certainement aussi ravis en cette fin d'année par ce vieux monsieur bien plus excentrique que le père Noël.

Thibault Blondin

1. tournée : www.compagniejoker.com



www.millebabords.org

Mille Babords est une association à but non lucratif qui propose sur le net une véritable tribune pour les luttes. Rassemblant les informations glanées par celles et ceux qui se mobilisent, millebabords.org est une véritable médiathèque alternative. À la une, les luttes sont mises en avant, et dans l'agenda, elles se préparent... Et si vous habitez à Marseille, l'association rassemble dans sa bibliothèque près de 1 600 titres, et possède une journathèque, un cybercafé et une vidéothèque. En bref, une association qui se donne les moyens de diffuser les infos !

www.militantvibes.com

La musique adoucit les mœurs, elle véhicule aussi de nombreux messages. Alliant divertissement et développement d'une information alternative, il s'agit d'un site d'actu musicale vraiment engagée. Réalisé à partir d'un travail bénévole, ce site a une grande variété de contenus : interview, vidéos et articles sur les artistes engagés. Conscients que les médias s'attachent exclusivement à l'esthétique sonore au détriment du message transmis par les artistes, les bénévoles du site tentent de monter la barre plus haut, en publiant différents papiers développant les thématiques abordées par les chanteurs et en faisant naître des réflexions. En transmettant un écho des artistes, le site nous livre des échantillons de notre société. Passionnant.

GRÈVE DES MUSÉES LE REFUS DU UN SUR DEUX

Depuis deux semaines, le personnel de la Culture se bat pour défendre ses emplois. La grève reconductible, partie du Centre Pompidou, s'est étendue. Une lutte importante et symbolique qui concerne toute la fonction publique.

Suivant l'exemple du Centre Pompidou, le mouvement de grève s'est étendu à d'autres établissements publics de la Culture, comme le musée d'Orsay, le château de Versailles, le Louvre, la Bibliothèque nationale de France. Il touche aussi les régions, principalement les Directions régionales des affaires culturelles (Drac), mais aussi le château de Carcassonne, le musée d'archéologie de Saint-Germain-en-Laye, le château de Compiègne, etc. Tous sont mobilisés contre l'application de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), cette « réforme » du gouvernement qui s'attaque frontalement à l'ensemble de la fonction publique d'État, territoriale et hosi-

pière. Comme pour d'autres secteurs (Éducation, Poste, EDF, télécommunications, transports, etc.), cela passe par une dégradation des services rendus, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables et à la disparition de nombreuses autres. Les salariés de Centre Pompidou se sont mis en grève car la RGPP s'attaque aux postes et budgets du Centre, de la Bibliothèque publique d'information (BPI) et du bureau de Poste du Centre. Ces attaques prennent la forme d'« audits flash », très coûteux, réalisés par la société Cap-Gemini, qui soumettent les établissements à une pure logique comptable où la qualité du service et son bon fonctionnement ne sont jamais pris en compte.

La RGPP impose le non-renouvellement d'un départ en retraite sur deux et des coupes budgétaires importantes à tous les établissements publics, sans se soucier des répercussions sur les services rendus. Au Centre Pompidou, cela se traduira pour 2010 par 26 suppressions d'emploi. À la BPI, où 82 agents sur 247 ont plus de 55 ans, c'est plus de 40 postes qui vont disparaître dans les prochaines années. Les postes vacants risquent d'être occupés, quand ils le seront, par des personnels contractuels non fonctionnaires, donc sans garantie d'emploi et avec moins de protection en termes de conditions de travail.

Comment croire que l'on peut offrir un meilleur service public avec moins de professionnels ? Comment garantir de bonnes conditions de travail en employant des travailleurs précaires ? Pour que le service public soit de qualité, il a besoin de personnels dont la qualification est reconnue (par concours pour les fonctionnaires) et non de salariés exploités, corvéables à merci. Les services publics doi-

vent être présents sur tout le territoire, et pas seulement où cela rapporte de l'argent, laissant des territoires entiers privés de tout service public de proximité.

C'est pour toutes ces valeurs que se bat aujourd'hui le personnel de la Culture. Au Centre Pompidou, il le paye cher puisque les grévistes ont appris que les prélèvements sur salaire des jours de grève seraient effectués dès décembre, à la demande du ministère, pour tenter de dissuader les plus téméraires à l'approche de Noël. Dénonçant le refus du ministère de discuter, l'intersyndicale (CFDT, CFTC, CGT, FSU, FO, SUD, Unsa), réunie le 7 décembre en assemblée générale devant le Centre Pompidou, a appelé à l'intensification et l'élargissement du mouvement.

Contre cette attaque générale qui concerne toute la fonction publique, il faut une réponse générale de l'ensemble des services publics. Le personnel de la Culture seul ne pourra gagner contre le rouleau compresseur gouvernemental.

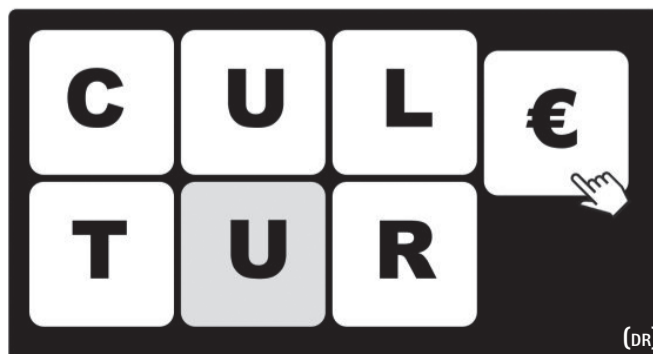
Yannick Henrio



(DR)



DR



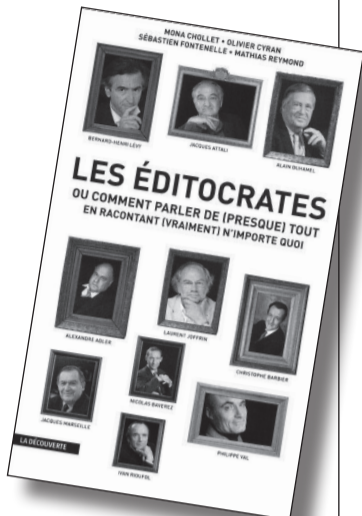
(DR)



LES ÉDITOCRATES

M. CHOLLET, O. CYRAN,
S. FONTENELLE, M. REYMOND
LA DÉCOUVERTE

196 PAGES
12,50 EUROS



l'essai

ILS sont partout, dans les journaux, sur les ondes et les écrans. Le moindre événement leur est prétexte à s'exprimer. Et ça tombe bien, car ils ont un avis sur tout. À tout seigneur, tout honneur, Alain Duhamel a écrit son premier article en 1963! Giscardien en 1974, il devient tour à tour «barriste, balladurien, jospinien, chiraquien, bayrouiste, sarkosiste, etc.» Autre vétéran, malgré sa fausse allure de philosophe romantique, BHL ne rate jamais une occasion de dire n'importe quoi. Spécialisé dans l'imposture du reportage de guerre, il pourrait en remonter aux stratégies militaires. Dernier outrage commis, son simili reportage sur la Géorgie aurait été écrit du fond de sa chambre d'hôtel. Transfuge du PCF dans sa période la plus stalinienne, Alexandre Adler est présenté comme un spécialiste de la géopolitique internationale, mais selon les faits rappelés par les auteurs du livre, ses prévisions sont beaucoup plus souvent dictées par le spectre de Nostradamus que par une analyse sérieuse de la situation. Et puisqu'il faut choisir parmi les dix éditocrates examinés, comment ne pas citer Philippe Val, passé du statut de comique dans les années 1970, avec son compère Font, à la direction de *Charlie Hebdo*. Ce chantre de la libre pensée, qui n'hésita pas à publier les caricatures danoises de Mahomet sous couvert de liberté d'expression, se dépêcha de virer Siné caricaturant le fils de son nouvel ami : Sarkozy. Aujourd'hui à la tête de France Inter, son premier fait d'arme fut de supprimer la revue de presse de Frédéric Pommier, mais contrairement à ce que les mauvaises langues prétendent, cela n'a rien à voir avec *Siné Hebdo*, souvent cité. Restent Attali, Joffrin, Barbier, Marseille, Baverez et le très modéré Rioufol qui crache son fiel dans *le Figaro*. Ce livre, agréable à lire, nous remet en mémoire les sottises de ces intellectuels autoproclamés.

Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

CAPITALISME CE QU'IL DOIT AU DÉSESPOIR (ET INVERSEMENT)

Le capitalisme est un système qui prospère sur le malheur et l'aliénation de la majorité de la population et ne profite qu'à une infime minorité de possédants, réels ou virtuels.

Depuis le krach financier, les Bourses et les banques se sont refait une petite santé, mais l'économie réelle subit encore l'impact monstrueux de cette crise. Et encore une fois, la note la plus salée est payée par le salariat et, plus largement, le «précaire». Les délocalisations continuent et les licenciements économiques battent des records. En France, près de 600 000 personnes ont perdu leur emploi en 2009, pendant que des grands groupes ont vu le cours de leurs actions s'envoler. Nous n'attendions pas grand-chose des bonnes paroles de Sarkozy, qui s'était engagé à «moraliser» le capitalisme, mais notre perplexité est immense devant la complaisance d'une partie des médias et l'apathie du plus grand nombre. Lorsque Sarkozy fait le distinguo entre capitalisme financier et capitalisme tout court, il continue de défendre ce système économique basé sur la domination des possédants et la soumission des autres. L'escroquerie consiste à nous faire croire que ce système peut être contrôlé, moralisé ou humanisé. Or, le capitalisme est intrinsèquement barbare : son organisation repose sur la compétition effrénée, l'accaparement des biens et des services ; le libre échange commercial exacerbe la concurrence internationale au détriment des productions locales et le productivisme est un non-sens écologique. Aujourd'hui nous vivons sous le règne du «néo-libéralisme» qui est soit la forme aboutie du capitalisme si l'on se place du côté de Wall Street, soit l'expression économique d'une phase terminale pour le quidam moyen. Ce néo-libéralisme a vu le jour au tournant des années 1980 et il s'est accéléré et décomplexé avec la chute du mur de Berlin et les mandats de Reagan et Thatcher. Sous ces deux ères politiques, l'idée qu'il n'y avait pas d'autre alternative que le capitalisme s'est imposée. Avec la chute du Mur, l'utopie communiste et l'espoir qu'elle pouvait susciter ont été engloutis dans l'effondrement du bloc de l'Est. Sans autres solutions ou systèmes viables, tous les excès du capitalisme sont permis ; qu'importe si un milliard de personnes souffrent de la faim alors que la planète produit assez de denrées alimentaires pour nourrir 12 milliards d'individus¹ ; qu'importe si des multinationales engrangent des bénéfices colossaux et licencient à tour de bras dans la foulée ; qu'importe si l'épidémie du sida continue de ravager



l'Afrique, l'Asie et une partie de l'Amérique du Sud parce que les grands groupes pharmaceutiques freinent la production des médicaments génériques ; qu'importe si le brevetage compulsif et hystérique des semences, du végétal, de l'animal, de la culture et du savoir continue. Qu'importe, tout a un prix, tout doit être rentable, l'air, l'eau, la santé, la nourriture, les loisirs, la famille et les amis «facebookés» ou «twitterisés», dans une grande entreprise d'abrutissement collectif. L'aspiration à une vie meilleure a été remplacée par l'appât du gain. Le Loto et l'Euro-millions sont devenus les seules échappatoires à nos vies précarisées par l'aliénation au travail ou à l'absence de travail. Pourtant, le désastre continue, car le capitalisme nous pousse à l'extrême individualisme, au détriment de notre dignité et de notre humanité. Ce que le capitalisme doit au désespoir, et inversement, nous le voyons chaque jour autour de nous. Ce monde d'une froideur sidérante et cette actualité nous révulsent et nous révoltent : comment peut-on encore défendre un système qui pousse des hommes et des femmes à se suicider à cause de leur travail, ou bien parce qu'ils n'en ont pas ? Le travail est devenu un calvaire pour beaucoup, une souffrance invivable. L'autre arme du capitalisme est l'aliénation à la surconsommation et la dépendance au crédit qui, avec le nombre grandissant des dossiers de surendettement, fait lui aussi des victimes et des drames innombrables.

Ces questions, nous les vivons dans nos entourages respectifs. Ici dans les quartiers populaires de Marseille, la mise en style n'est pas un effet de mode ou une tournure littéraire. Elle est là, glauque et dévastatrice, mais des signes d'espoir et de résistance commencent à pointer au loin. Des comités de chômeurs se forment, des marches contre la précarité s'organisent, des associations de locataires se dressent contre les institutions et les bailleurs sociaux, des comités contre l'expulsion des étrangers et les expulsions locatives se battent tous les jours. Des collectifs d'associations, comme le Collectif d'action et de réflexion populaire (Crap²) que nous avons rejoint, tentent de monter des chaînes de solidarité active. Toutes ces initiatives sont comme de minuscules étincelles dans l'immense obscurité, mais elles sont porteuses de cette folie qu'est l'espoir d'un monde meilleur, plus juste, cet espoir qui fait que nous ne nous résoudrons pas à abdiquer.

Quartiers Nord/Quartiers Fort (association des quartiers Nord de Marseille)

1. Rapport de la FAO 2007.
2. Collectif d'associations, d'habitants, de syndicats, de médias alternatifs et de partis de la gauche radicale, regroupant une trentaine d'organisations marseillaises. Prenant pour modèle le LKP guadeloupéen, ce collectif entend agir politiquement pour et avec les quartiers populaires.

boîte à lettres



Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

LA DÉLATION EXISTE, JE L'AI RENCONTRÉE... T.C. (HÉRAULT).

Vendredi 27 novembre, vers 19h30, d'étranges «visiteurs du soir» ont sonné à ma porte : quatre agents de la police nationale avec un chien, sans doute policier, lui aussi. À ma demande de mandat, ils m'ont simplement répondu : «Pour ça, on n'en a pas besoin ! Et puis, où sont les sans-papiers ?» Je n'en revenais pas. Je ne pouvais pas leur interdire d'entrer. Alors ils sont entrés, tous les cinq. Le chien n'a trouvé que du tabac à rouler. Ils ont regardé partout, sous le lit, sur la terrasse, jusque dans les toilettes. N'ayant pas trouvé «ça» qu'ils croyaient trouver, ils sont repartis de très mauvaise humeur, non sans avoir cassé quelques objets, fait tomber quelques livres. Des résidents ont vu leur voiture avec son gyrophare. Et voilà ! On y est. Les récents décrets Hortefeux-Besson, les duettistes de l'intolérable, permettent de perquisitionner, à toute heure, chez quelqu'un de soupçonné et dénoncé comme hébergeant

des sans-papiers. On l'a vu à Calais et dans d'autres villes. La preuve, chez moi. On va en voir de plus en plus. C'est très bon électoralement. J'ai bien sûr porté plainte. Le préfet de l'Hérault a été saisi par mon avocat. La presse aussi. Je ne saurais jamais sans doute qui m'a «délationné». Mon soutien indéfectible aux sans-papiers est bien connu dans la région et certainement dans mon immeuble. Mais je veux savoir qui sont les donneurs d'ordre. Si dénoncer ceux qui mettent en danger la vie d'autrui peut ressortir à l'obligation civique, révéler la présence d'un immigrant clandestin ressortit à un autre registre, à la honte et à la lâcheté collective. La loi prescrit, la conscience individuelle doit avoir le dernier mot. La délation paraît bien être une spécialité française. On dirait que rien ne change. Voici le temps des visages pâles. Le National-Sarkozysme est en place. Vous avez dit Vichy ?

AIDES. A.G. (MAINE-ET-LOIRE). Je me permets de réagir suite à ce qui a été écrit dans le n° 32 à propos de l'association de lutte contre le VIH/sida AIDES. S'il faut reconnaître l'investissement des militant(e)s de AIDES, il ne faut pas non plus chanter les louanges d'une association dont la direction mène ses salarié(e)s par la peur, licenciée de manière abusive... et qui vient de décider d'abandonner ses programmes d'aide à domicile, laissant ainsi à leur triste sort 800 personnes séropositives qui en bénéficiaient. La lutte contre le VIH/sida doit beaucoup à AIDES, mais sa direction est souvent beaucoup plus proche du patronat le plus réactionnaire que des personnes vivant avec le VIH/sida qui, pour près de la moitié, vivent sous le seuil de pauvreté.



LES MAINS DANS LE CAMBOUIS

Régulièrement, les élus du NPA rendent compte de leur action dans les collectivités locales.

RHÔNE-ALPES TER, LA TENTATION LIBÉRALE ?

Depuis 2002, les régions disposent des prérogatives d'Autorités organisatrices des transports (AOT), chargées de l'organisation et du financement des Transports express régionaux (TER). Pour ce faire, elles passent des conventions avec l'opérateur historique qu'est la SNCF, afin de préciser les conditions d'exploitation des TER, définissant un cahier des charges qui prévoit des pénalités en cas de défaillance de la SNCF dans la qualité du service fourni. Les régions ont mis à profit cette nouvelle compétence pour effectuer des investissements conséquents en matière de TER, notamment en matériel roulant moins polluant - TER équipés de capteurs photovoltaïques pour assurer l'éclairage du train par exemple - ou en rénovation de gares, qui constituent l'un des rares aspects positifs du bilan général des conseils régionaux sortants. Ces investissements ont assuré une nette amélioration du service rendu aux usagers, favorisant une

importante hausse de la fréquentation, en particulier dans les régions qui ont mis en place le cadencement. Ils se sont déroulés dans un contexte financier difficile, non seulement parce que les dotations de l'État destinées à compenser ce transfert de compétence n'ont pas suivi les hausses des charges, désormais assurées par les régions, mais aussi parce que RFF (Réseau ferré de France) n'investit pas suffisamment dans le réseau ferré, ce qui a contraint les régions à dégager des investissements qui ne relèvent pas de leurs compétences, comme l'électrification des lignes par exemple. Toutefois, le bilan des politiques régionales présente une carence nette en matière de tarification. Si des politiques tarifaires spécifiques ont été mises en place par les régions pour certains usagers (salariés, étudiants, privés d'emplois, précaires etc), peu de régions ont mis en place une gratuité totale des transports pour les personnes privées d'emploi ou en situation de précarité. Et quand c'est le cas pour les privés d'emploi, c'est à la condition que l'usager effectue un déplacement pour rechercher un emploi. Surtout, aucune région n'a mis en place une gratuité totale des transports, qui serait pourtant une nécessité sociale et une condition essentielle pour développer une réelle alternative à la politique du tout voiture. Pour le prochain mandat, l'enjeu majeur des politiques régionales de transport ferroviaire des voyageurs se situe dans la libéralisation de ce secteur, dont un tout récent rapport de la Cour des comptes fait l'apologie. Un règlement européen de 2007, entré en vigueur le 3 décembre 2009,



Myriam Combet (DR)

rend en effet possible l'ouverture à la concurrence du transport régional, amenant les présidents de région à espérer trouver dans la concession à de nouveaux opérateurs privés des marges de manœuvre budgétaires. La région Alsace, gouvernée par l'UMP, a d'ores et déjà indiqué son intérêt et les régions socialistes donnent des signaux clairs sur cette question, à l'exemple de la région Rhône-Alpes, qui explique que la mise en concurrence « mérite réflexion ». Si, à l'approche des élections, les présidents des régions socialistes se montrent bien évidemment soucieux de garder une certaine ambiguïté sur le sujet, il ne fait guère de doute que sur les TER, comme d'ailleurs sur tous les autres services publics, ils n'auront guère d'état d'âme à accompagner les politiques européennes de libéralisation.
Myriam Combet; élue au conseil régional de Rhône-Alpes

LES TER EN CHIFFRES

770 000 voyageurs quotidiennement
35% des déplacements sont réalisés pour des motifs **domicile travail**,
26% pour des motifs **domicile-études**
30 000 km de lignes
Deux fois moins cher et quatre fois moins polluant que la route
Le quart du budget des régions
16,8% du chiffre d'affaires de la SNCF
14% de l'ensemble du **transport ferroviaire** en France

CENTRE NON À LA LIGNE GRANDE VITESSE

Depuis le lancement du tronçon LGV (Ligne à grande vitesse) entre Limoges et Poitiers, pour un raccordement sur la future ligne Sud-Est-Atlantique (SEA), le NPA et ses élu-e-s des villes de Limoges, Bellac, de Poitiers (Pour une Alternative à Gauche) et de la Creuse se sont prononcés contre ce projet et défendent la modernisation de la ligne historique POLT (Paris, Orléans, Limoges, Toulouse), véritable axe structurant. Ce n'est pas le combat de « nostalgiques de la machine à vapeur » ou de ceux qui ne voudraient pas de TGV dans leur jardin, mais de ceux qui refusent le racket des collectivités territoriales par l'État et RFF pour un projet financièrement ruineux, écologiquement catastrophique et socialement injuste. Le rôle des élu-e-s du NPA dans cette bataille est déterminant. Ils ont pu obtenir et diffuser des informations, sont devenus les porte-voix de cette contestation dans les institutions, dénoncent des choix antidémocratiques de la part des dirigeants socialistes qui, tous,

ont trahi leur mandat. En effet, en 2004, ils se sont fait élire contre ce projet lancé par Bernadette Chirac, conseillère générale de Corrèze, et Raffarin! À Limoges, les élus NPA ont fait valoir leurs arguments auprès de la population, grâce notamment à leur tribune libre dans le journal municipal. Aujourd'hui, le mouvement a pris une ampleur considérable avec l'ensemble des maires de la Creuse qui s'est prononcé contre le projet. Plus de 40 associations, syndicats et partis agissent ensemble. Des conseils municipaux, malgré la pression considérable des barons socialistes locaux, s'opposent maintenant au projet. Tous se battent contre la LGV, et reprennent le combat historique de toute la gauche depuis plus de dix ans, en faveur de la rénovation de la ligne traditionnelle, à double voie et ouverte au fret dont le coût est quatre fois inférieur à celui de la ligne LGV. Dix-sept gares sont desservies entre Paris et Toulouse. Le coût réel est évalué à 2 milliards d'euros, dont plus de 25% à la charge des collectivités. Les collectivités du Limousin ont voté un protocole de finan-

cement de 220 millions d'euros (la moitié du budget annuel de la région), et s'ajoutent 75 millions d'euros au titre de la participation à la ligne SEA pour la LGV SEA, 40 millions d'euros pour les collectivités de la Vienne en ce qui concerne la LGV SEA (+98 millions du conseil régional). Ces montants explosent avec le récent (et durable?) retrait du conseil régional de Poitou-Charente et du conseil général de la Vienne, et le refus du conseil général de la Creuse. Sur la ligne SEA, la partie Tours-Bordeaux sera concédée (comme les autoroutes). C'est une première. La concession reviendra à Bouygues, Eiffage ou Vinci qui sont candidats. La multinationale choisie cofinancera à 50% la construction, elle en sera la gestionnaire et empochera l'argent de l'utilisateur.

Les actionnaires ont besoin de percevoir le maximum de profits. Il faut donc ramener sur la ligne SEA, le million annuel de voyageurs qui utilisent le Limoges-Paris par la ligne POLT. Ce projet menace directement des exploitations agricoles, dont une majorité d'éleveurs déjà bien à la peine, et des territoires qui ont fait l'objet de mesures de protection et de classements. Ce choix se fait aussi au détriment du développement du fret, mis en « déficit » pour mieux le privatiser! Voilà une partie du travail effectué par des élu-e-s indépendants, gardant toute liberté de vote, d'expression et d'information. Notre mot d'ordre, « le train pour tous, contre le train pour quelques-uns. »
Les élu-e-s NPA de Creuse, Haute-Vienne et Vienne
<http://limogespoitiers.com>

QUESTIONNAIRE TOUT EST À NOUS!

L'hebdomadaire *Tout est à nous!* existe depuis le mois de mars. Il est temps d'en faire un premier bilan, sur le fond comme sur la forme. Afin d'améliorer cet outil militant indispensable, nous avons mis en ligne un questionnaire que vous êtes déjà près de 200 à avoir rempli. Si vous ne l'avez pas encore fait, sachez que vous avez jusqu'à la fin du mois de décembre y répondre. Cela nous permettra d'élaborer une nouvelle formule plus proche des souhaits de nos lecteurs. www.npa2009.org

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebd 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebd 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebd + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebd 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an
70 euros 140 euros



Accidentés du travail

LA DOUBLE PEINE

Le meeting sur la non-taxation des accidentés du travail a remporté un succès. Cette taxation pénalise encore plus les salariés confrontés à la souffrance du handicap, qui vivent avec des revenus diminués, payent les franchises médicales, les remboursements sur les soins et les médicaments que l'accident implique. La souffrance au travail réapparaît aujourd'hui, avec ces nombreux suicides sur les lieux de travail. En effet pour de nombreuses activités, le personnel a été divisé par quatre avec la même productivité. Le climat de travail s'est ainsi dégradé, avec des pressions qui s'apparentent parfois à des menaces (y compris sur les arrêts maladie), sans compter l'isolement des salariés, la suppression généralisée des pauses et le stress. Les suppressions d'emplois à répétition et la mise en concurrence des salariés créent une désespérance. Les primes à la

production toujours bonnes à prendre par les temps qui courent – où les salaires sont bloqués et très bas – poussent tout le monde à dénoncer tout le monde et à suspecter ceux qui sont en arrêt maladie. Selon la Dares (ministère du Travail et de l'Emploi), un salarié sur six déclare subir un comportement hostile de la part d'une ou plusieurs personnes sur son lieu de travail. Ces comportements sont plus fréquents quand l'organisation du travail est tendue, avec des pressions hiérarchiques fortes et un rythme de travail intense. Cela pousse alors de nombreux travailleurs à consommer des médicaments, de l'alcool ou des cigarettes. Espérons que la réaction face au vote de cette taxation par l'Assemblée sera à la hauteur de l'injustice, car l'amendement peut encore être rejeté au Sénat.



Paris, le 1^{er} décembre. Meeting unitaire à l'initiative de la Fondation Copernic (CHRISTOPHE VOISIN)

Souscription

Objectif: 200 000 euros

57 000 euros! Un quart de l'objectif atteint, on progresse. L'arrivée du courrier augmente de manière exponentielle. La semaine dernière, nous avons diffusé quelques lettres de souscripteurs, plutôt encourageantes. Cette semaine, nous ferons la part belle au mécontent. Philippe M. de Toulouse n'est pas content. Il aime lire *Tout est à nous!* mais la dernière page lui sort par les yeux. Pourquoi? Parce que « *le ton employé est digne des pires requins des écoles de force de vente [...] tout ça pour 200 000 euros!* ». Et pourtant, derrière ce « nous » anonyme ne se cache point un horrible VRP prêt à vous piquer 200 000 euros entre deux ventes d'encyclopédie ou d'assurance-vie, mais juste un militant (ancien plombier) converti à la récolte du blé. Un rappel pédagogique doit se faire, donc, pour rappeler pourquoi le NPA sollicite votre solidarité financière. Le NPA, comme nous tous en ces temps de crise, dépense beaucoup d'argent pour faire part de son mécontentement et tenter d'amplifier les résistances face à un Sarkozy jamais en manque d'inspiration. À la différence de certains partis, le NPA ne gagne pas des centaines de milliers d'euros de versements

d'indemnités d'élu-e-s. Alors le NPA cherche, en complément des cotisations versées par ses adhérent-e-s, à compléter son budget en demandant des dons à toutes les personnes sympathisantes, les gens pour qui le NPA a une utilité politique, pour qui le NPA doit être encore plus entendu, visible, portant le message qu'une alternative au capitalisme est possible. Évidemment cette souscription n'est pas un préalable à notre existence et notre expression, il s'agit juste que le porte-voix ait plus de jus, qu'il porte plus loin, plus haut notre révolte. Voilà pourquoi, dans cette page de *Tout est à nous!*, nous tentons chaque semaine de motiver les dons, de vous informer de la progression de la souscription. Car il n'y a pas photo, il y a besoin de motivations pour parvenir à atteindre cet objectif. Alors, encore du courage, nous sommes dans la dernière ligne droite, le Père Noël sera peut-être généreux et contribuera à une année pleine de résistances.

Tout est à nous! Même la souscription!
Donnez aussi sur www.npa2009.org



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

POLICE PARTOUT. Brice Hortefeux a le plaisir d'annoncer la naissance de la Force d'intervention de la police nationale (FIPN). La nouvelle unité est composée du Raid, de la brigade anticommando de la BRI de Paris et des dix groupes d'intervention de la Police nationale (GIPN), soit 590 hommes et femmes. Elle est censée intervenir principalement en cas d'attentats ou de prises d'otages, mais elle participera également à la sécurité des grandes manifestations internationales ou lors de rassemblements tels un G20 ou un Sommet. Pour le matériel : systèmes d'écoute, drones, « tracking video »... Le tout avec un budget « de plusieurs millions d'euros par an, au moins sur deux ans », le montant exact n'étant pas révélé. On sait seulement qu'il est le deuxième budget après celui de la Police scientifique (16 millions par an). Une fois de plus, l'argent public est employé à l'essentiel...

TVA RESTAURATION. Le 1^{er} juillet, le taux de TVA dans la restauration passe de 19,6% à 5,5%. En contrepartie, les restaurateurs se sont engagés, dans un contrat d'avenir signé en avril, à baisser d'au moins 11,8% les prix de sept produits choisis parmi une liste de dix, à créer 40 000 emplois supplémentaires en deux ans, et à augmenter les salaires de leurs employés. Aujourd'hui, selon les données de l'Insee, les prix dans le secteur de la restauration ont baissé de seulement 1,5% depuis juillet. Mardi 1^{er} décembre est annoncé l'échec des négociations salariales en raison d'organisations patronales de la restauration inflexibles. Au final, un accord, signé par les seules CFDT et CGC, prévoit simplement le versement d'une prime annuelle d'un montant maximal de 400 euros. Coût total pour les finances publiques de ce cadeau fiscal supplémentaire au patronat : environ 2,4 milliards d'euros par an.

CONGRÈS CGT : UN COMBAT POUR LA JUSTICE ET LA LIBERTÉ.
En ouvrant son rapport sur la lutte exemplaire des travailleurs sans papiers, le secrétaire général de la CGT a engagé toutes les structures de la centrale à « accroître notre solidarité et notre engagement » dans ce combat. Puis, au nom des grévistes, Mobido Traore est monté à la tribune, accompagné d'une trentaine de délégués des sites en lutte, de plusieurs nationalités (africains, chinois, maghrébins). Tous exigent la réouverture des négociation, « pas seulement avec Eric Besson le garde frontières du gouvernement, mais également avec Xavier Bertrand ». Son intervention, très applaudie, s'est conclue par un appel à « une grève dans les entreprises » pour soutenir la lutte des sans-papiers. Les militants du NPA sont depuis le début du mouvement fortement impliqués dans le soutien et répondront présents à cet appel.

SOUSCRIPTION 2009

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

WWW.NPA2009.ORG



Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotimp@wanadoo.fr

TOUT est à nous!
Hébergement : Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9 000 exemplaires

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -